



2^e trimestre 2018 : l'emploi salarié marque le pas

En Bretagne, après trois ans et demi de hausse, l'emploi salarié est stable au 2^e trimestre. Il l'est également au niveau national. Les emplois supplémentaires dans le tertiaire marchand hors intérim et la construction compensent les pertes d'emplois constatées dans l'industrie, le tertiaire non marchand et l'intérim. Tous les départements sont concernés par le ralentissement de l'emploi salarié, mais à des degrés divers selon les secteurs. Le taux de chômage diminue légèrement ce trimestre en Bretagne comme au niveau national. Il s'établit à 7,5 % de la population active et reste le 2^e plus faible taux régional après les Pays de la Loire. Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits en catégorie A, B ou C à Pôle emploi est quasi stable. Dans la construction de logements neufs, les indicateurs demeurent mieux orientés en Bretagne qu'au niveau national. La fréquentation des hôtels bretons se maintient à un niveau élevé au printemps 2018, à la faveur d'une fréquentation accrue de la clientèle non résidente. La démographie des entreprises enregistre de nouveau une progression des créations d'entreprises et un recul des défaillances.

Valérie Mariette, Insee

Rédaction achevée le 4 octobre 2018

Stabilité de l'emploi salarié, dans le privé comme dans le public

Après trois ans et demi de hausse ininterrompue, l'emploi salarié total en Bretagne est quasi stable au 2^e trimestre 2018, dans le secteur privé comme dans la fonction publique (*figure 1*). En France hors Mayotte, la situation de l'emploi salarié s'avère plus contrastée avec une légère augmentation dans le secteur privé (+ 0,1 %) et un recul de 0,2 % dans la fonction publique.

Sur un an, la croissance de l'emploi salarié total reste soutenue, avec 15 700 emplois supplémentaires depuis le 2^e trimestre 2017. Le rythme de progression (+ 1,3 %) est plus

élevé qu'au niveau national (+ 0,8 %). La hausse sur un an en Bretagne est la 4^e plus forte parmi les régions françaises, après la Guyane (+ 5,2 %), la Corse (+ 2,0 %) et les Pays de la Loire (+ 1,6 %). La croissance sur un an de l'emploi salarié privé en Bretagne (+ 1,4 %) est supérieure à celle de la fonction publique (+ 1,1 %).

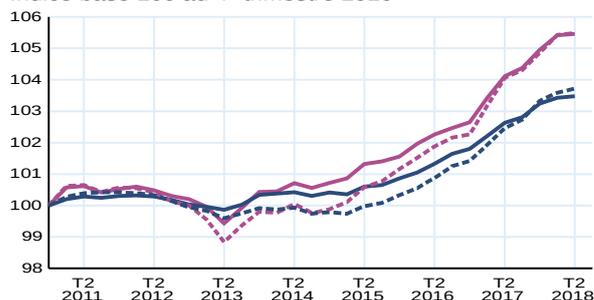
Nouveau repli pour l'intérim, moindre croissance du tertiaire marchand

L'**emploi intérimaire** se replie de nouveau au 2^e trimestre 2018 (- 0,5 % après - 0,4 %) (*figure 2*). Il fléchit également au niveau national (- 0,4 % après + 0,3 %). Ventilé par sec-

1 Évolution de l'emploi salarié

- emploi salarié Total - Bretagne
- emploi salarié Total - France hors Mayotte
- emploi salarié Privé - Bretagne
- emploi salarié Privé - France hors Mayotte

Indice base 100 au 4^e trimestre 2010



Champ : emploi salarié total.

Notes : données CVS, en fin de trimestre. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires.

Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee.

2 Évolution de l'emploi intérimaire

- Bretagne
- France hors Mayotte

Indice base 100 au 4^e trimestre 2010



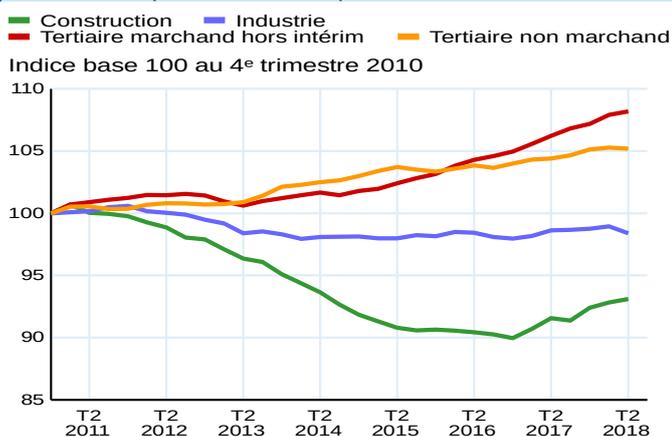
Notes : données CVS, en fin de trimestre. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires.

Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee.

teurs utilisateurs, l'emploi intérimaire se replie dans l'industrie (- 3,0 % soit 700 emplois en moins), y compris dans l'agroalimentaire (- 1,8 % soit - 200 emplois). À l'inverse, le secteur de la construction mobilise plus d'emplois intérimaires (+ 3,4 % soit 300 emplois supplémentaires), tout comme le tertiaire marchand (+ 1,8 % soit + 200 emplois). Sur un an, l'emploi intérimaire croît de 3,8 % en Bretagne (+ 1 600 emplois), à un rythme moindre qu'au niveau national (+ 6,5 %).

Dans le **secteur tertiaire marchand hors intérim**, l'emploi salarié progresse plus modérément qu'au 1^{er} trimestre (+ 1 300 après + 3 300). La hausse du 2^e trimestre (+ 0,3 %) est légèrement supérieure à celle de la France hors Mayotte (+ 0,2 %) (figure 3). L'emploi tertiaire marchand hors intérim progresse aussi sur un an (+ 1,9 % soit 8 800 emplois supplémentaires), à un rythme plus élevé qu'au niveau national (+ 1,3 %).

3 Évolution de l'emploi salarié marchand par secteur



Notes : données CVS, en fin de trimestre. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires.

Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee.

Au 2^e trimestre, près de la moitié des créations d'emploi dans le tertiaire marchand en Bretagne (+ 600 emplois soit + 0,6 %) résulte des **services aux entreprises hors intérim**. Sur un an, ils enregistrent 3 000 emplois supplémentaires, soit une progression de 3,2 %. Autre sous-secteur du tertiaire marchand, le **commerce** crée de nouveau des emplois au 2^e trimestre (+ 300 emplois soit + 0,2 %), avec une progression soutenue sur un an (+ 2 600 emplois soit + 1,7 %). L'emploi dans l'**hébergement et la restauration** ralentit ce trimestre (+ 0,3 % après + 2,6 %). Il progresse toutefois fortement sur un an (+ 3,6 % soit 1 700 emplois en plus). Dans l'**information et la communication**, l'emploi repart à la hausse au 2^e trimestre (+ 0,7 %) et croît de 2,6 % sur un an. Après le rebond du 1^{er} trimestre (+ 1,1 %), l'emploi dans le **transport et l'entreposage** est quasi stable au 2^e trimestre mais augmente de 1,3 % sur un an (+ 800 emplois). Dans les **activités immobilières**, il est stable au 2^e trimestre et progresse de 1,6 % en un an. Dans les **services aux ménages**, l'emploi croît de 0,2 % au 2^e trimestre et est quasi stable sur une année. En revanche, il se replie de nouveau dans les **activités financières et d'assurance** (- 0,6 % au 2^e trimestre) et recule de 0,3 % sur un an.

Dans le **tertiaire principalement non marchand**, l'emploi salarié diminue légèrement au 2^e trimestre 2018 (- 0,1 % soit 400 emplois en moins). Il demeure en hausse sur un an (+ 0,8 % soit 3 200 emplois supplémentaires). Au niveau national, il recule de 0,2 % au 2^e trimestre et de 0,3 % sur une année.

L'emploi salarié dans l'industrie cale, mais poursuit sa progression dans la construction

Pour la première fois depuis fin 2016, l'emploi salarié dans les **secteurs industriels** recule au 2^e trimestre 2018 en Bretagne. Avec un

Auparavant, les estimations trimestrielles d'emploi (ETE) publiées au niveau localisé (région et département) portaient seulement sur les salariés du secteur marchand - hors agriculture et activité des particuliers employeurs - en France métropolitaine. Depuis la publication de juin 2018, le champ des ETE localisé est étendu à l'ensemble de l'emploi salarié et aux départements d'outre-mer (hors Mayotte). Par rapport à la situation antérieure, sont donc ajoutés les salariés de la fonction publique, de l'agriculture et de l'ensemble des particuliers employeurs.

De plus, une distinction des emplois « privé » et « public », établie à partir de la catégorie juridique des employeurs, est disponible au niveau régional. Les niveaux de l'emploi « privé » publiés par les Urssaf et par l'Insee diffèrent du fait d'écarts de champ et de concept, et de légères différences peuvent exister sur les taux d'évolution (effets de composition liés aux écarts de niveaux).

Parallèlement, l'introduction de la déclaration sociale nominative (DSN) en remplacement du bordereau récapitulatif de cotisations (BRC) peut entraîner des révisions accrues sur les données, en particulier durant la phase de montée en charge de la DSN.

millier d'emplois de moins qu'au 1^{er} trimestre, la baisse s'établit à 0,6 % sur le trimestre et à 0,2 % sur un an. Au niveau national, l'emploi industriel diminue à peine au 2^e trimestre (- 0,1 %) et demeure en hausse de 0,2 % sur un an.

Jusqu'à présent moteur de la reprise de l'emploi industriel breton, l'**industrie agroalimentaire** perd 400 emplois ce trimestre (- 0,6 %) mais demeure en hausse de 0,3 % sur un an. Dans la **fabrication de matériels de transport**, la contraction de l'emploi s'intensifie (- 2,5 % après - 0,3 % au 1^{er} trimestre) et représente 250 emplois en moins au 2^e trimestre. En un an, le recul atteint 3,8 % (- 400 emplois). Dans le secteur de l'**énergie, eau, déchets, cokéfaction et raffinage**, l'emploi baisse de 0,8 % au 2^e trimestre et de 1,4 % sur l'année. Dans la **fabrication d'autres produits industriels**, le recul de l'emploi est plus modéré, sur le trimestre (- 0,3 %) et sur un an (- 0,4 %). Dans la **fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques et de machines**, l'emploi diminue également de 0,3 % au 2^e trimestre mais demeure en hausse de 0,7 % sur un an.

L'emploi salarié dans la **construction** augmente de 200 emplois au 2^e trimestre (+ 0,3 %), soit une croissance annuelle de 1 200 emplois (+ 1,7 %). Le rythme de progression en Bretagne est proche de celui de la France hors Mayotte (+ 0,4 % sur le trimestre ; + 1,9 % sur un an).

Stabilité de l'emploi salarié dans chacun des départements de la région

Au 2^e trimestre 2018, l'emploi est stable dans les Côtes-d'Armor et l'Ille-et-Vilaine, en légère baisse dans le Morbihan (- 0,1 %). Il progresse faiblement dans le Finistère (+ 0,1 %). Ce département se différencie par un gain de 400 emplois dans le tertiaire non marchand (+ 0,3 %) supérieur à la forte baisse enregistrée dans l'intérim (- 300 emplois soit - 3,0 %). En Ille-et-Vilaine, la hausse de 0,4 % dans le tertiaire marchand (+ 800 emplois) compense les reculs dans le tertiaire non marchand (- 600 emplois soit - 0,4 %) et dans l'industrie (- 200 emplois soit - 0,4 %). Dans les Côtes-d'Armor, la stabilité vaut aussi pour chaque grand secteur. Dans le Morbihan, l'emploi est freiné par sa composante industrielle (- 1,1 %, soit - 450 emplois).

Sur un an, l'emploi dans les **Côtes-d'Armor** progresse de 1,2 %, soit + 2 300 emplois. Près de 40 % d'entre eux sont de l'intérim, dans lequel l'emploi augmente de 12,6 % en un an, 400 relèvent du tertiaire marchand hors intérim (+ 0,6 %) et 300 de la construction (+ 2,4 %).

Dans le **Finistère**, 3 300 emplois ont été créés sur un an (+ 1,0 %). Le tertiaire marchand hors intérim en concentre la moitié (+ 1,4 %), suivi par le tertiaire non marchand (+ 900 emplois soit

+0,8 %) et la construction (+ 300 emplois soit + 1,8 %). En revanche, l'industrie perd 200 emplois (-0,5 %) et l'intérim 100 (-1,3 %).

L'Ille-et-Vilaine affiche toujours la plus forte progression sur un an : + 1,6 % soit 6 900 emplois supplémentaires. Deux tiers d'entre eux relèvent du tertiaire marchand hors intérim (+ 2,5 %), un cinquième du tertiaire non marchand (+ 0,9 %) et près d'un dixième de l'intérim (+ 3,4 %). À l'inverse, l'emploi industriel recule de 0,4 %, soit 250 emplois en moins.

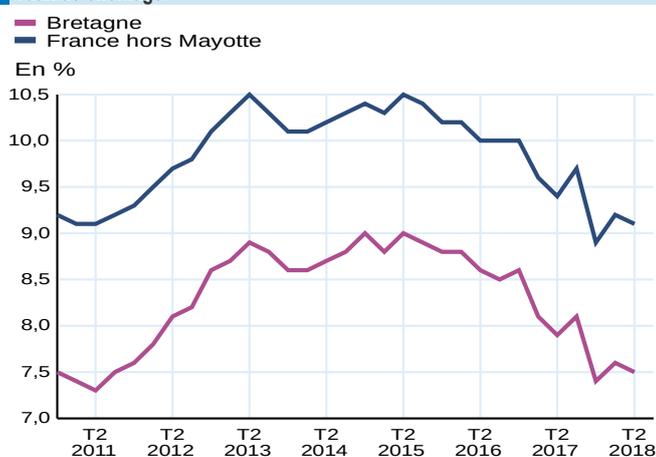
Le Morbihan compte 3 100 emplois supplémentaires depuis la fin du 1^{er} trimestre 2017 (+ 1,3 %). Le tertiaire marchand hors intérim (+ 2,1 %) concentre les deux tiers de la hausse, suivi par le tertiaire non marchand (+ 700 emplois, soit une augmentation de 0,8 %). L'intérim et la construction gagnent chacun 300 emplois, en progressions respectives de 3,4 % et 1,1 % sur un an. En revanche, l'industrie perd 200 emplois, en recul de 1,1 % sur un an.

Le taux de chômage diminue légèrement

En Bretagne, le taux de chômage s'établit à 7,5 % de la population active au 2^e trimestre 2018 (figure 4). Il diminue de 0,1 point sur le trimestre et de 0,4 point en un an. Il demeure le 2^e plus faible taux régional derrière celui des Pays de la Loire (7,4 %).

En France hors Mayotte, le taux de chômage évolue à un rythme similaire à celui de la Bretagne : il diminue de 0,1 point sur un trimestre et recule de 0,3 point en un an. Au 2^e trimestre 2018, il s'établit ainsi à 9,1 % de la population active.

4 Taux de chômage



Notes : données trimestrielles CVS. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires.

Source : Insee, taux de chômage au sens du BIT et taux de chômage localisé.

Hausse du nombre de demandeurs d'emploi sans activité

En Bretagne, le nombre de demandeurs d'emploi sans activité (catégorie A) augmente en moyenne au 2^e trimestre 2018 (+ 0,6 %). Cette hausse trimestrielle est supérieure à celle de la France (+ 0,2 %). Sur un an, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A recule néanmoins de 1,9 % en Bretagne, soit plus qu'au niveau national (- 1,1 %). Contrairement aux trimestres précédents, le nombre de demandeurs d'emploi exerçant une activité réduite (catégories B et C) décroît au 2^e trimestre dans la région (- 0,5 %). Il demeure toutefois en hausse sur un an (+ 4,3 %). Au total, le nombre d'inscrits à Pôle emploi au 2^e trimestre est quasi stable en Bretagne (+ 0,1 %) et en légère hausse en France (+ 0,2 %). Sur un an, il augmente moins dans la région qu'en France (respectivement + 0,8 % et + 1,5 %).

Parmi les inscrits en catégories A, B et C, le nombre de personnes âgées de moins de 25 ans croît de 1,5 % au 2^e trimestre. Sur un an, la hausse est toutefois égale à celle de l'ensemble des inscrits. L'augmentation est plus modérée pour les personnes de 50 ans ou

plus (+ 0,4 %) mais reste plus élevée sur un an (+ 2,6 %). Le nombre de personnes de 25 à 49 ans diminue de 0,4 % sur le trimestre (+ 0,2 % sur un an). Les demandeurs d'emploi inscrits depuis plus d'un an sont de nouveau plus nombreux (+ 0,6 % sur 3 mois et + 3,7 % sur un an).

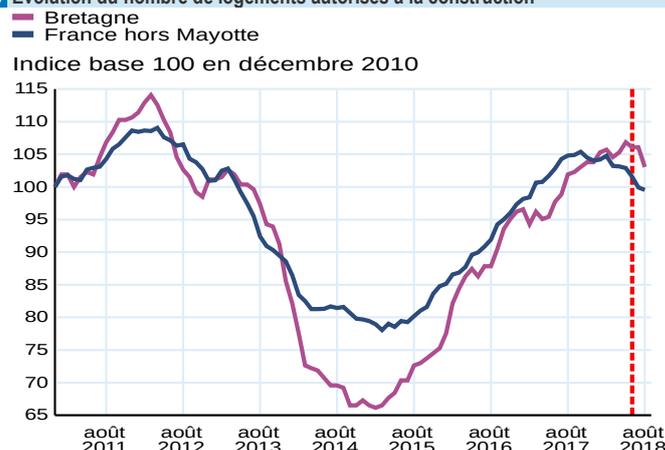
Au 2^e trimestre 2018, seul le département des Côtes-d'Armor présente une baisse de la demande d'emploi pour les catégories A, B et C dans leur ensemble (- 0,5 %). Le nombre d'inscrits est stable dans le Morbihan et augmente respectivement de 0,2 % et 0,4 % dans le Finistère et en Ille-et-Vilaine. Sur un an, la demande d'emploi demeure en hausse dans chaque département.

La construction de logements neufs est toujours dynamique

Les perspectives de construction de logements neufs restent bien orientées en Bretagne. En cumul sur un an, de juillet 2017 à juin 2018, le nombre de permis de construire délivrés dans la région s'établit à 27 900 (figure 5). Il augmente à un rythme plus élevé qu'au trimestre précédent (+ 1,6 % après + 0,5 %), à l'opposé de la tendance nationale (- 1,6 % après - 0,8 %). C'est aussi le cas sur un an : + 8,5 % en Bretagne et - 1,2 % en France hors Mayotte.

Au niveau départemental, les perspectives s'avèrent contrastées. Au 2^e trimestre, le nombre de logements autorisés augmente dans tous les départements, excepté le Finistère (- 2,1 %). Dans ce dernier, il reste néanmoins en progression de 8,8 % sur un an. En Ille-et-Vilaine le nombre de permis délivrés croît de 0,8 % au 2^e trimestre et affiche la plus forte progression sur un an parmi les départements de la région (+ 12,2 %). Dans le Morbihan, le nombre de logements autorisés rebondit au 2^e trimestre (+ 5,5 %) et progresse de 9,0 % sur un an. Dans les Côtes-d'Armor, malgré une hausse de 3,1 % ce trimestre, il diminue de 2,3 % sur un an.

5 Évolution du nombre de logements autorisés à la construction



Notes : données mensuelles brutes, en date réelle. Chaque point représente l'évolution du cumul des 12 derniers mois. La ligne verticale rouge représente la fin du trimestre d'intérêt.
Source : SDES, Sit@del2.

Les mises en chantier de logements bénéficient également d'une situation favorable en Bretagne. De juillet 2017 à juin 2018, 25 900 logements ont été commencés dans la région. Ce cumul annuel est supérieur de 2,3 % à celui observé à la fin du 1^{er} trimestre 2018, alors qu'il baisse de 0,2 % en France hors Mayotte. L'évolution plus favorable dans la région vaut également sur un an (+ 16,3 % en Bretagne ; + 6,6 % au niveau national).

Au sein des départements bretons, la progression au 2^e trimestre est plus soutenue dans le Finistère (+ 4,1 %) et en Ille-et-Vilaine (+ 3,6 %) que dans les Côtes-d'Armor (+ 1,8 %). Seul le Morbihan présente un repli au 2^e trimestre (- 1,1 %).

Avec 2,7 millions de m² en Bretagne de juillet 2017 à juin 2018, le cumul annuel des surfaces de locaux autorisés augmente de 2,8 % au 2^e trimestre 2018. Il est supérieur de 3,4 % à celui des surfaces autorisées un an auparavant. Au niveau national, il décroît de 1,7 %

sur le trimestre mais augmente de 7,0 % sur un an.

La clientèle non résidente soutient la fréquentation des hôtels

Au 2^e trimestre 2018, les hôtels bretons enregistrent 2,2 millions de nuitées. Comparée à la même période de 2017, la fréquentation baisse légèrement (-0,4 %), mais reste à un niveau élevé après le net dynamisme du printemps 2017 (+6,9 % de nuitées par rapport au 2^e trimestre 2016) (figure 6). Cette légère baisse est due à une moindre fréquentation de la clientèle résidente (-2,6 %). À l'inverse, les touristes non résidents étaient au rendez-vous (+12,6 % de nuitées), particulièrement en mai (+26,8 % par rapport à mai 2017). Le mois de mai 2018 affiche ainsi une hausse de 6,5 %. En avril 2018, la fréquentation se replie de 7,9 % après un mois d'avril 2017 exceptionnel (+15,5 %). En France, la fréquentation hôtelière

6 Évolution de la fréquentation dans les hôtels

— Bretagne
— France entière

Indice base 100 au 4^e trimestre 2010



Notes : données trimestrielles brutes. Chaque point représente le cumul des 4 derniers trimestres en base 100 au 4^e trimestre 2010.

Sources : Insee, en partenariat avec les comités régionaux du tourisme (CRT) et la DGE.

En France, l'activité accélérerait au second semestre après avoir été modérée au premier semestre

La croissance française a nettement ralenti au premier semestre (+0,2 % par trimestre) après une année 2017 très dynamique. Au-delà des facteurs internationaux qui ont pesé sur le climat des affaires, l'activité économique a été pénalisée par des facteurs ponctuels (grèves, baisse du pouvoir d'achat au premier trimestre, moindre consommation en énergie, maintenance de raffineries).

Cependant, le retour à la normale dans les secteurs des transports et de l'énergie, combiné à des immatriculations dynamiques durant l'été, conduirait à un rebond de la consommation des ménages au troisième trimestre. En fin d'année, le pouvoir d'achat progresserait fortement en raison des réductions de cotisations sociales et de taxe d'habitation ; il prendrait ainsi le relais pour soutenir la consommation. Bénéficiant également d'un investissement des entreprises robuste et d'une accélération des exportations, le PIB français croîtrait de +0,5 % au troisième trimestre puis de +0,4 % au quatrième, conduisant à une croissance de +1,6 % en moyenne en 2018.

progresses de 1,4 % au 2^e trimestre grâce à la clientèle non résidente (+5,8 %), alors que la fréquentation des touristes résidents diminue de 1,1 %.

La hausse des créations d'entreprises et la baisse des défaillances se poursuivent

Au 2^e trimestre 2018, 5 600 entreprises ont été créées en Bretagne (figure 7). Ce nombre progresse de 4,1 %, à un rythme supérieur au niveau national (+3,3 %). Sur un an, il augmente de 21,4 %, moins rapidement qu'en France (+33,8 %). Dans la région, le nombre de nouveaux micro-entrepreneurs (+3,6 %) progresse moins que celui des autres entrepreneurs (+4,4 %). C'est également le cas au niveau national, avec des augmentations au 2^e trimestre de 2,6 % pour les micro-entrepreneurs et de 3,9 % pour les autres entrepreneurs. Sur un an, le constat est différent, aussi bien en Bretagne (+21,4 % pour les micro-entrepreneurs et +17,1 % pour les autres entrepreneurs) qu'en France (respectivement +33,8 % et +14,4 %).

En Bretagne, 2 100 défaillances d'entreprises ont été enregistrées de juillet 2017 à juin 2018. Ce cumul annuel diminue de 1,9 % ce trimestre et de 4,7 % sur un an. En France, les défaillances d'entreprises se replient également (-1,2 % sur le trimestre et -5,8 % sur un an).

7 Créations d'entreprises

— Bretagne hors micro-entr.
— France entière hors micro-entr.
— Bretagne y/c micro-entr.
— France entière y/c micro-entr.

Indice base 100 au 4^e trimestre 2010



Champ : ensemble des activités marchandes hors agriculture.

Note : données trimestrielles corrigées des variations saisonnières (CVS).

Source : Insee, REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene).

Début 2018, les écarts de croissance s'accroissent entre les grands pays

Au premier semestre 2018, l'activité a été stimulée aux États-Unis par une politique budgétaire procyclique ; en zone euro, l'allant des économies allemandes et espagnoles contraste avec les difficultés observées en Italie. Certaines économies émergentes connaissent par ailleurs de fortes tensions financières et inflationnistes. L'environnement international resterait néanmoins porteur, avec un commerce mondial encore dynamique malgré les tensions protectionnistes.

Insee Bretagne
36 place du Colombier
CS 94439
35044 Rennes Cedex

Directeur de la publication :
Éric Lesage

Rédacteur en chef :
Jean-Marc Lardoux

ISSN : 2416 - 9110

@Insee 2018

Pour en savoir plus

- Des données complémentaires sont disponibles dans le Tableau de bord Conjoncture : Bretagne / Insee.fr - Chiffres Clés.
- Le pouvoir d'achat se redresse, mais les incertitudes internationales persistent / Insee - Dans : Point de conjoncture (2018, octobre) - 8 p.
- Au deuxième trimestre 2018, l'emploi salarié ralentit dans le privé et recule dans la fonction publique / Insee - Dans : Informations rapides - Principaux indicateurs ; n° 236 (2018, septembre) - 2 p.
- 1^{er} trimestre 2018 : l'emploi salarié garde la cadence / Valérie Mariette ; Insee Bretagne - Dans : Insee Conjoncture Bretagne ; n° 21 (2018, juillet) - 4 p.
- Emploi, chômage, revenus du travail - Édition 2018 / Insee Références (2018, juillet) - Encadré 2 : « Comparaison sur la période récente entre l'évolution du chômage au sens du BIT et celle du nombre de demandeurs d'emploi en fin de mois inscrits à Pôle emploi » pages 20 à 22.

